

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « 1980: Defeat at Fiat ».

Cette traduction a été réalisée en fin 2012. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit directement par le CATS de Caen mais par une personne qui est entrée en contact avec nous. Un grand merci à elle. Elle se reconnaîtra. Le CATS s'est contenté de relire le texte et de le féminiser.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

# 1980 : DÉFAITE À LA FIAT

## MARCO REVELLI

**Une analyse de la grève historique des ouvrierEs de Fiat à Turin en lutte contre la vague de licenciements, qui dura cinq semaines et se termina par un échec ouvrant la voie à une nouvelle ère d'insécurité pour les ouvrierEs de Fiat en Italie.**

*Cet article a paru à l'origine sous le titre « Les Travailleurs de Turin et les autres » dans Primo Maggio n° 14 (hiver 1980-1981). Il a été écrit juste après ce qu'on considère depuis comme un échec historique, celui de la grève de cinq semaines contre les licenciements massifs à l'usine Fiat de Turin en octobre 1980. L'échec de cette lutte fut principalement dû à l'ampleur d'une contre-manifestation de près de 20 000 cadres moyenNEs, de contremaîtres et d'ouvrierEs conservateurs scandant le slogan : « Le travail se défend en travaillant ». Jusqu'alors, le mouvement de grève paraissait solide. Il avait été lancé par la FLM (la section des ingénieurs des trois fédérations syndicales) avec l'appui inconditionnel des délégués des ouvrierEs et des trois secrétaires des fédérations qui promettaient un soutien total. Berlinguer, le secrétaire général du Parti communiste, était venu rendre visite aux grévistes à Turin pour les encourager, et les succursales de Pologne avaient renvoyé cet appel : « Faites comme à Gdansk – Occupez ! » Mais immédiatement après avoir assisté au témoignage de soutien sans précédent à la compagnie par les cadres moyenNEs, les directions des syndicats et des partis abandonnèrent la lutte. Les secrétaires des confédérations, passant par-dessus les responsables de la FML, conclurent avec Fiat un arrangement selon lequel ils acceptaient les licenciements et l'autorisaient à renvoyer qui elle voulait.*

*En tant que plus grande usine privée d'Italie, Fiat a toujours agi comme un baromètre, non seulement de l'état de l'économie, mais aussi dans une large mesure des tendances de la lutte entre le capital et le travail au sein de l'industrie italienne. Et, depuis les événements de l'automne 1980, la liste des sociétés industrielles importantes annonçant, et parvenant à effectuer, des licenciements et des réductions d'effectifs massifs a coïncidé pratiquement avec celle des grands dirigeants de l'industrie italienne. Alfa Romeo, qui se sépara d'un tiers de sa force de production au début de 1982, n'est que le plus récent exemple d'une entreprise qui, suivant le solide précepte de Fiat selon lequel « la direction a le droit de diriger », restructure selon ses propres conditions. En Italie comme au Royaume Uni, l'emploi dans les usines, et surtout parmi les ingénieurEs, s'est réduit brutalement dans les deux années passées, et la productivité des employéEs restanEs s'est proportionnellement accrue : chez Fiat, elle a augmenté de 20 % depuis le début de 1981.*

*L'analyse de Revelli ne s'intéresse ni aux tactiques ni aux conséquences directes de la grève. Elle pose plutôt une question plus générale : « Avons-nous atteint un tournant, la fin d'une culture et d'une identité ouvrières causée par une altération qualitative et historique des relations de production ? » En d'autres mots, est-ce que la nouvelle offensive de la direction conduirait à une version moderne du fordisme dans laquelle le/la « manœuvre » subirait le même sort que l'expertE ? Dans son explication de la défaite des ouvrierEs de Fiat, Revelli insiste sur la façon dont l'introduction des nouvelles technologies, menée avec précaution par la direction lors d'une période de calme apparent durant les années 1970, a transformé les méthodes de travail. En tant que rédacteur à Primo Maggio, il s'exprime dans la tradition « ouvriériste » (operaïste) qui s'est développée d'après les remarques pertinentes de Panzieri sur*

*l'utilisation de la mécanisation par le capital pour réaliser l'intégration totale des forces ouvrières (voir The Capitalist Use of Machinery : Marx Versus the Objectivists et Surplus, value and planning : notes on the reading of "Capital" CAC). On peut trouver que cette explication oublie le monde extérieur à la sphère de production et qu'elle est trop étroitement liée à une vision qui suppose la primauté des relations de production (au sens étroit de relations à l'intérieur de l'usine) dans la détermination du comportement social et politique. Cependant, l'analyse de Revelli n'est pas mécaniste et il introduit plusieurs concepts nouveaux concernant la tradition « ouvriériste », qui laissent une place plus grande à la subjectivité (en insistant sur les différences de génération parmi les grévistes par exemple). Les questions de subjectivité et de culture sont explorées pour la main-d'œuvre de l'atelier plus complètement que pour les couches moyennes, dont les actes sont expliqués totalement par leur subordination politique et économique à Fiat. Quoi qu'il en soit, Revelli fait des remarques extrêmement importantes au sujet de ceux qu'il surnomme « les autres ». Il suggère en particulier que, dans le climat d'insécurité planifiée organisée par le capital, les couches moyennes vont être de plus en plus enclines à offrir leur loyauté en échange de la sécurité et que, dans son propre plus grand intérêt, le capital pourrait freiner l'innovation technologique qui conduirait sinon à la suppression de beaucoup de ces emplois.*

## **Octobre 1980**

« Ceci n'est pas une bataille – c'est la guerre ! » C'était l'opinion des piquets de grève. « On peut se permettre de perdre une bataille, on peut peut-être perdre une lutte particulière, mais pas cette fois. » C'était l'heure des règlements de comptes chez Fiat, après dix ans d'hégémonie ouvrière dans les usines. L'enjeu était les conditions des travailleurs chez Fiat – et pas seulement chez Fiat – pour les dix années à venir.

La « guerre » a été perdue. Et perdue indiscutablement. Il faut maintenant évaluer ce qui est arrivé – comment c'est arrivé, pourquoi c'est arrivé, et combien de temps cela va durer. Est-ce que Fiat va redevenir le « géant endormi » qu'elle était tout au long des années 1950, pesant comme du plomb sur la situation des classes en Italie ? Ou va-t-elle se montrer capable de régénérer dans les usines une résistance ouvrière, un nouveau 1962 ? Ou bien a-t-on atteint un tournant, la fin de l'identité et d'une certaine culture des travailleurs/euses confrontés à une transformation qualitative et historique dans les relations de production ?

L'impact initial apparaît dans l'humiliation du vendredi 17 octobre 1980. C'était comme le film déchirant d'une défaite militaire, avec les généraux qui s'enfuient et les soldats qui le paient de leur vie. Les ouvrierES sont revenuES dans l'usine, en silence, soumisES, tandis que, non loin, des militantES en colère cernaient les bureaux de la direction du Syndicat des ingénieurs local, la *Quinta Lega*. Auparavant, il y avait eu, au matin du 15 octobre, alors qu'une nuit d'espérances inquiètes avait été suivie de scènes de « guerre civile » virtuelle, la masse incolore ou grise des cols-blancs, des petits cadres et des managers, étirée tout le long du Corso Unione Sovietica et menaçant la file colorée des piquets à l'extérieur de l'usine – entre les deux la ligne sombre des carabinieri, et une tension dans l'air... Et le 16, un jour misérable, pitoyable, au cours duquel des rassemblements de masse furent appelés pour décider quoi faire.

Mais la défaite était dans l'air depuis le début. On aurait dû y être préparés. J'ai vécu 35 jours de lutte, sans aucune certitude, indécis et impuissant ; je n'ai pas réussi à écrire un mot. Je sentais – et j'avais raison – que l'affaire finirait mal, que c'était perdu depuis le commencement, et c'était également le sentiment, fondamentalement, des milliers de camarades qui se lançaient corps et âme dans le combat. Mais en même temps, j'avais du mal à m'empêcher d'admirer la force morale que montraient – avec une obstination proportionnelle au désespoir qu'inspirait la situation – les ouvrierES de Turin alors qu'ils/elles essayaient de mener à bien leur engagement politique avec la tête haute.

Une telle force, me disais-je, ne peut pas être éradiquée – elle doit laisser une trace.

## **Une trêve bidon**

Tous ceux qui ont suivi attentivement les événements chez Fiat durant les cinq dernières années – la dynamique de classe, les transformations dans l'organisation technologique et sociale des usines, les changements dans la mentalité des ouvrierEs – savent que cette petite armée retranchée dans les usines de Fiat Mirafiori, Rivalta et Lingotto pour résister à l'offensive des Agnelli, avait déjà cessé d'être le groupement dynamique de la fin des années 1960. Elle se réduisait alors encore une fois à une « classe politique », une « culture politique » sans aucune base matérielle réelle enracinée dans les relations de production. Il est clair qu'en fait, Fiat avait commencé à gagner cette « guerre » longtemps avant que les hostilités ne commencent, c'est-à-dire dès 1973-1974. Ainsi, avec l'accord de toutes les parties (les représentantEs du personnel, les syndicats et les partis politiques) elle avait lancé une première vague d'innovations technologiques destinées à accroître la productivité du travail, à réduire la capacité de contrôle des ouvrierEs sur le cycle de production, et à briser et émietter leur résistance. La stratégie de Fiat consistait à jouer les cartes jumelles des manœuvres financières et de la décentralisation de la production.

Il se créa une situation paradoxale chez Fiat pendant cette période. D'une part, une sorte de trêve régnait dans les usines, qui témoignait du considérable pouvoir des ouvrierEs (les temps de travail étaient plus flexibles, les ouvrierEs avaient une plus grande liberté de mouvement et de plus larges plages de temps libre dans l'usine, et les contremaîtres avaient moins de pouvoir disciplinaire – bref, la situation qui est maintenant connue sous le nom d'« usine ingouvernable ». Mais, dans le même temps, Fiat poursuivait ses attaques technologiques contre le pouvoir des ouvrierEs, les plus radicales et les plus systématiques qu'on ait pu voir depuis 30 ans. Fiat semblait disposée à se rembourser de son manque de compétitivité dans le marché de l'automobile de cette époque (de 1975 à 1979, elle semblait à peine être intéressée par la lutte pour accroître ses parts de marché et elle compensait ses pertes par la spéculation financière, en particulier par des manœuvres sur le marché des changes). Dans le même temps, elle effectuait un effort considérable pour mettre en place des modifications de fond de son capital fixe, par l'installation d'une machinerie destinée à économiser la main-d'œuvre, et par des innovations capables de réduire considérablement le « temps de travail socialement nécessaire » à la production des marchandises. Dans ces années, l'usine semblait être dans un état d'activité réduite : les ouvrierEs pouvaient « élaborer la ligne », les ouvrières pouvaient tricoter, et les jeunes ouvriers pouvaient déambuler parmi les robots qu'on rentrait, à côté des machines de la chaîne de montage qui était déjà obsolète. C'était une situation très bizarre et très floue, qui suscita à la fois les modèles de comportement des ouvrierEs qui éveillèrent l'intérêt d'un public alerté par l'appareil de propagande de Fiat, et les modèles de comportement de la « nouvelle » main-d'œuvre, les jeunes, si différente de l'ancienne.

Le ralentissement du fonctionnement fut le résultat d'un certain nombre de facteurs. Premièrement, il accompagnait la mise en place matérielle du processus de restructuration : bien évidemment, quand le travail doit continuer alors qu'on remplace des segments entiers du cycle de fabrication, la production globale ne peut pas fonctionner à 100 %. Deuxièmement, l'augmentation du potentiel de production d'une section ne garantit pas que celle-ci s'accorde avec les capacités de l'usine entière. Par conséquent, des déséquilibres se produisent dans la production. Troisièmement, il restait dans l'usine un peu du pouvoir ouvrier qui imposait une « capitalisation » ouvrière des innovations technologiques dont il se servait pour allonger les temps libres au lieu d'améliorer la productivité. Pendant quelque temps, nous avons parlé d'un « temps de travail politiquement nécessaire » – qui était nettement plus important que le « temps de travail socialement nécessaire ». Mais nous ajoutons que, très vite, une fois que le capital aurait terminé son cycle de restructuration, il allait tenter de trouver une nouvelle manière de synchroniser son capital fixe rénové avec son capital variable politiquement redéfini dans le but de faire coïncider la productivité potentielle avec la marchandise réellement produite.

C'est aussi la période qui a vu l'avant-garde politique abandonner progressivement les organisations syndicales. Pendant presque cinq ans, le syndicat a combattu pour une sorte de salaire-rémunération qui ne correspondait pas à l'équilibre réel des pouvoirs du capital et du travail dans les processus de production. Au cours de cette période, Fiat était utilisée par les employeurs plus comme un moyen d'assurer la reproduction de la médiation politique (et le consensus social) que comme un moyen de production de marchandises, et il était clair que le syndicat n'avait le droit de survivre que comme une

ombre, un fétiche du pouvoir ouvrier hypostasié. Mais il était clair aussi que, alors que la structure de classe qui avait constitué la base matérielle et sociale de ce modèle de syndicat s'effondrait, le temps approchait où le patronat tenterait de régler quelques comptes.

## Insécurité programmée

Et, bien sûr, Fiat entama ce règlement de compte au moment qui lui était le plus favorable, alors qu'elle avait en main toutes les cartes : un gouvernement dans un état de désarroi total (entre Cossiga et Forlani), des tensions au niveau économique (la question de la dévaluation, et l'accord entre Nissan et Alfa Romeo) des manœuvres surnoisées au sein du Parti communiste (entre Napolitano et Berlinguer) et entre le Parti communiste et la gauche, la restructuration s'effectuant par le truchement des *mass-media* (la nouvelle loi sur la presse), une situation internationale « critique » et, par-dessus tout, le moment de la plus extrême décomposition de la classe sociale, et la divergence entre le comportement politique de cette classe et son fonctionnement au sein de la production.

Le résultat fut que, lorsque Fiat décida de frapper, le leadership politique dans l'usine – ce large éventail de militantEs qui avaient été formés politiquement dans les luttes des dix années passées, cette « avant-garde » qui était maintenant soudée et compacte en face de l'attaque frontale de Fiat – se trouva complètement déstabilisée par la nouvelle réalité du processus de production. Ces avant-gardistes furent balayéEs, projetéEs dans un état de désarroi et de désagrégation totale par la réorganisation technologique, et ils/elles furent débordéEs par la redéfinition des relations politiques dans l'usine. Tout ce qu'il leur restait à faire alors était d'essayer de se lancer dans un dernier baroud d'honneur contre le « sens de l'histoire », parce que, en réalité, ces dizaines de milliers de camarades masséEs devant les grilles de l'usine ne défendaient rien d'autre que leur propre (et la nôtre) « culture » – ce mélange de valeurs et de règles de vie, de souvenirs et de certitudes qui avaient modelé l'esprit et l'identité du mouvement ouvrier dans les 50 dernières années, et qui maintenant se dissolvait et se marginalisait à cause de la nouvelle avancée technologique, à cause de la transformation des relations sociales de production, à cause de la nouvelle forme du « politique » – en bref, à cause du « progrès ».

Peut-être l'ambiguïté de nos propres positions découle-t-elle de cette relation ambiguë avec le « progrès ». Parce que nous savions tout cela et que cependant, malgré notre conscience du caractère inévitable de ces événements, malgré notre compréhension de l'effrayante faiblesse structurelle de cette lutte (sa nature tragiquement « paradoxale »), nous avons conservé jusqu'à la fin l'espoir irraisonné que toute l'affaire pourrait se terminer autrement, si nous le voulions assez fort. Et cette attitude fut adoptée au niveau général.

Peut-être parce qu'elle était en partie déracinée de son terreau fertile dans le monde de la production, parce qu'elle était l'expression et la synthèse d'une « culture », la bataille menée par cette « minorité héroïque » permit à son principal caractère éthique d'apparaître. D'un côté, il y avait Fiat, déterminée à intervenir directement sur la composition culturelle de la classe ouvrière, directement sur les questions de moralité ; de l'autre côté, les travailleurs/euses, les plus conscientEs d'entre eux/elles, déterminéEs à défendre leur propre identité, leurs propres traditions de classe. L'enjeu était ce que j'appellerai le passage d'une « éthique de solidarité » – la caractéristique de la moralité de la classe ouvrière durant toute la dernière décennie, avec la prédominance du point de vue collectif associé avec un égalitarisme et une solidarité dans le comportement individuel des gens – à une « éthique de survie », de compétition individuelle, qui exprime la logique perverse du marché durant les périodes de crise : cette compétition entre les individus, loin d'assurer un développement optimum, devient en fait la « guerre de tous contre le reste ». Une éthique assaisonnée de darwinisme – une espèce de darwinisme « productiviste » – comme on l'a vu dans la suppression systématique des sections « faibles », handicapées et « inadéquates » de la main-d'œuvre (y compris les femmes) et un autoritarisme paternaliste (les travailleurs/euses sont encouragéEs à concourir les unEs contre les autres pour rester dans les petits papiers de la direction, et cela atteint des niveaux d'autocensure, en ce sens que les ouvrierEs craignent d'être malades). On constate aussi une atomisation par laquelle chaque individu travailleur se trouve seul devant la compagnie, et une insécurité programmée résultant des techniques de licenciement. Peut-être avons-nous été trop

investiEs dans la dénonciation de la nature politique de cette opération (le renvoi de militantEs syndicalistes, le renvoi des éléments séditieux dans l'usine) et avons-nous sous-estimé l'aspect pré-politique, le « productivisme » vicieux et ses implications au niveau de la « conception du monde » et de la philosophie industrialiste des employeurs : pratiquement 70 % de ceux qui furent renvoyéEs étaient de la « capacité de travail épuisée » – des hommes qui étaient usés par des années passées dans l'usine et qu'on traitait maintenant comme des déchets.

Nous aurions dû crier sur tous les toits que, après l'embauche de 10 000 nouveaux employéEs dans les dernières années (de la chair fraîche pour nourrir les machines), Fiat s'apprêtait à virer 15 000 ouvrierEs plus âgéEs, ce qui était un des volets de son projet de rationalisation avancée de la « matière première humaine », selon laquelle l'efficacité physiologique (et plus ou moins « biologique ») allait être le décisif critère de compatibilité avec la nouvelle composition du capital. C'était cela, le vrai scandale, et c'est bien ainsi que la majorité des travailleurs/euses le comprenaient. Le plus élémentaire respect des droits de l'homme était piétiné par la direction de Fiat. Au nom d'arides calculs d'efficacité, des vies entières vouées au travail dans l'usine étaient rejetées d'un trait de plume.

## Les générations des portes

Depuis le début, la bataille fut clairement une affaire de totalisations globales, comme toute bataille dans laquelle les questions de principe sont à l'œuvre. Sur les piquets de grève, deux conceptions opposées de la morale se confrontaient.

D'un côté, il y avait les « gens des portes » (d'entrée dans l'usine, devant lesquelles les piquets de grève se tenaient – Note du CATS), les 10 ou 15 000 hommes et femmes qui, avec courage et détermination, vécurent, espèrent et supportèrent chaque instant de ces 35 jours, opérant une transformation en eux/elles-mêmes et dans l'environnement de l'usine ; ici, pour un court moment, ils/elles ont construit une « société alternative », un « monde à l'envers », avec ses propres lois et ses propres symboles, langages et structures. L'organisation de ce monde était bizarre et improbable : cela englobait une sorte de sandwich serré composé de chacune des générations de travailleurs/euses embauchéEs au cours des 30 dernières années, agencé en une sorte de structure pyramidale qui résumait l'éventail entier de la composition politique de classe.

À la tête se tenaient les travailleurs des années 1950, aux cheveux grisonnants, imprégnés de la « culture de résistance » qui s'était construite au cours des dures années 1950. Ils/elles dirigeaient et organisaient les lignes de piquets. Ils/elles détenaient une indéniable autorité politique. À eux/elles le langage, l'héritage de l'expérience qui les autorisait à adopter une attitude déterminée, à s'organiser pour la « guerre de positions »... La lutte est un moyen de rajeunir !

Puis venait l'étage des « ouvrierEs-masse » des années 1960 – une vaste structure opérationnelle efficace, mais politiquement fragile, mal à l'aise sur un terrain qu'elle n'avait pas choisi. Ces ouvrierEs fournissaient les liens les plus solides pour la construction de la vie prolétarienne de la ville ; par l'entremise d'un inextricable réseau de relations familiales, et grâce à un vaste maillage de canaux d'information, les nouvelles de la lutte atteignaient la population de la ville. Les samedis et les dimanches, des milliers de femmes et d'enfants, de relations familiales, assiégeaient l'usine de Mirafiori, en découvraient la réalité, et allumaient des feux autour, sur les lignes de piquets. On y entendait de nombreux dialectes différents.

Enfin, tout en bas de la pyramide, il y avait « les jeunes », ceux qui débutaient. Ils/elles étaient nombreux/ses et actifs/ves, mais soumis. L'ouvrier avec une chevelure bouclée et un anneau à l'oreille, le travailleur métropolitain qui, il y a un an, était si actif sur les barrages routiers, avait été contraint de mettre de côté son langage, son idéologie de la mobilité, sa culture du travail occasionnel. Il devait adopter le point de vue des « autres » – les vieux/vieilles travailleurs/euses, les intransigeantEs, celles et ceux de la « génération 46 » qui se souvenaient de la Résistance et de l'attentat contre Togliatti (cet attentat manqué contre le chef communiste, en juillet 1948, déclenche une grève générale spontanée qui

prend parfois un caractère armé et pré-insurrectionnel, le PCI y met rapidement fin – Note du CATS). Cette acceptation était la condition de leur participation à la lutte, et ils/elles le comprenaient bien : quand c'est l'employeur qui vous attaque, qui impose « son » concept de mobilité, « son » concept de travail temporaire, même le « réfractaire à l'usine » se transforme en « travailleur modèle ».

Devant ce rassemblement humain hétérogène, bien que compact, nous avons dû reconnaître le caractère schématique de nos analyses, qui divisaient les diverses couches de la force de travail en « ouvrierEs qualifiéEs », en « ouvrierEs masse », en « ouvrierEs sociaux/ales », en « manœuvres », etc., sans rendre compte des milliers de fils ténus qui tricotaient la structure de la classe ouvrière, qui communiquaient l'expérience et le langage des vieilles sections chevronnées aux jeunes immigrantEs novices (faisant passer un héritage d'expériences qui n'avait jamais été entièrement effacé), ou qui permettaient au jeune prolétariat métropolitain d'aller « au-delà » du travail justement parce que, en fait, l'espace devant la ligne de front était bien défendu par la force d'une classe laborieuse moulée et façonnée par le travail...

Et en même temps, on devait reconnaître combien fragile et éphémère était cette unité qui avait été suscitée par des éléments extérieurs à la composition matérielle de la classe – entièrement et seulement par l'attaque de l'employeur. On devait reconnaître combien cette unité était sourde au langage social articulé, coloré, celui de la classe des travailleurs/euses-producteurs/rices en tant que tout : la richesse et la variété des points de vue, qu'on avait vus clairement juste un an auparavant sur les barrages routiers en 1979, avec leur mélange chaotique de voix de femmes, de jeunes gens, d'ancienNEs, avec leurs différences, leurs spécificités... tout cela était nivelé, rendu uniforme ; ici, avec ce dur langage politique, dans l'uniformité de ce « dernier acte de résistance »... De cette composition soudée, resserrée, enroulée et fermée sur elle-même, aucune autonomie politique n'émergeait (ni n'aurait pu émerger), aucune possibilité d'initiative politique en dehors du terrain passionné des négociations, et aucun réseau de responsables capables, véritablement, d'agir de leur propre initiative.

À la place, avec une force effrayante, surgit une vague radicale incomparable, une résistance morale intransigeante, une entreprise existentielle rigoureuse... en fait un mépris de leur propre faiblesse politique.

## **MilitantE des cadres moyenNEs**

En septembre 1920, Piero Gobetti écrivit, dans une lettre postée de Turin : « Ici, nous sommes dans un état de révolution. Je suis avec sympathie les efforts des ouvrierEs, qui construisent vraiment un ordre nouveau. Je sens que, progressivement, l'atmosphère s'éclaircit et que le terrain se dégage pour la plus grande bataille du siècle. Et dans cet événement, ma place sera du côté de celles et ceux qui auront montré le plus grand esprit religieux, le plus grand esprit de sacrifice... » (1) Cela paraît incroyable, mais tous ceux qui observaient les piquets de grève, non pas avec le coup d'œil hâtif de tant de reporters de passage, mais « de l'intérieur », découvraient une nouvelle fois, à soixante ans de distance, le même sentiment embarrassant de respect face à la « religion » de la classe ouvrière, qui est aussi et en même temps une dignité et un sens de l'histoire, une rigueur et une finalité éthiques, une autonomie et une conscience de la valeur de sa propre vie, de sa propre différence, de sa propre « utilité ». Les ouvrierEs engoncés dans leur costume étroit, opprimés, sérialisés, massifiés, exprimaient là, devant l'entrée de l'usine, leur individualité propre et autonome – une dimension subjective mais également immanente au travail objectivé, qui subordonne l'éthique du travail à une instance transcendante radicale – en tant qu'actuel état des choses. Les ouvrierEs proclamaient leur image de « producteurs/rices » contre les employeurs/euses qui voulaient la nier et, précisément pour cette raison, ils/elles libéraient leur exemple individualisant, cet exemple capable de subvertir l'ordre du cycle productif qu'ils/elles étaient en train de chambouler, le monde des valeurs de l'usine et des hiérarchies, le monde des normes et du pouvoir. « Qu'allez-vous dire à vos enfants ce soir ? » « Que direz-vous à vos petits-enfants dans vingt ans ? », criaient-ils/elles aux contremaîtres, aux jaunes qui espionnaient par-dessus le mur d'enceinte. Et ce n'étaient pas que des mots, c'était une véritable antithèse, une antithèse totale de style, d'habitudes, entre celles et ceux qui croyaient qu'ils/elles pourraient transcender leur propre présent en s'affirmant

délibérément, et celles et ceux qui adhéraient à l'ordre des choses le plus banal ; autrement dit, pour utiliser la phrase de Castell : « entre celles et ceux qui veulent changer la vie et celles et ceux qui veulent restaurer le bruit monotone d'un trafic régulé sur la base d'un rythme quotidien de choses qui passent sans arriver réellement ».

L'individualisme rebelle des piquets rencontra la masse des 20 000 contremaîtres, cadres moyens, travailleurs/euses en col blanc et intérimaires. Ceux/celles-ci constituaient un mélange social qui se définissait par son rôle dans la production, au point de s'identifier pratiquement au travail, à la matière première inerte de la production.

Ils/elles descendaient comme des moutons, tous pareillement gris comme les murs de l'usine, accompagnés du bruit monotone des graviers piétinés, des murmures étouffés, des pieds traînants, cette sorte de bruit que produit une foule qui attend, ou un enterrement. Ils/elles envahirent lentement le centre de la ville. Pas de symboles, pas de couleurs, pas de bannières. Ils/elles étaient un élément de l'usine transporté dans la ville, une représentation subjective du travail sans subjectivité.

Et ils/elles étaient déjà vainqueurs, ayant attaqué les premierEs dans la bataille. Car l'incroyable s'était produit : les hommes et femmes « sans qualité », les facteurs de production les plus atomisés, les plus sérialisés, les plus homogénéisés s'étaient regroupés, avaient endossé une dimension collective, une vitalité propre. Ils/elles s'étaient mobiliséEs. C'était la première fois en Italie – et sans doute aussi en Europe – que le capital organisait une manifestation anti-ouvrière unie pour soutenir la direction et cimentée par une idéologie du travail. Il n'est pas question ici de cette masse de petitEs bourgeoisES que Gramsci décrit dans *Le Peuple singe*, ni de la moyenne bourgeoisie humaniste que Salvatorelli présente dans son *National Fascisme* comme la base sociale des dictatures réactionnaires naissantes. Cette réalité humaine et politique nouvellement constituée qui s'est imposée dans le cœur savoyard de Turin ressemble davantage à la « classe moyenne technique » dont G. Ansaldo a décrit l'anti-ouvriérisme dans les années 1920, et que Musil a éreintée : des hommes « qui ne parlent jamais de rien sauf de leur travail, des hommes qui, s'ils parlent d'autre chose, le disent d'une manière particulière, rigide et extérieure, sans lien, en ne l'avalant pas plus loin que la glotte... Des hommes étroitement liés à leur table à dessin, amoureux de leur profession. Mais, si vous leur suggérez d'appliquer l'audace de leur pensée à eux-mêmes plus qu'à leurs machines, c'est comme si vous leur demandiez d'utiliser un marteau à la manière d'un meurtrier... Des hommes habitués à résoudre leurs propres problèmes avec la règle à calcul, ce petit symbole qu'ils portent dans leur poche intérieure, ligne blanche qui barre leur cœur. »

## **La synthèse de notre antithèse**

Dès lors, ce n'était plus une affaire de classe sociale distincte des relations et des appareils de production, marginale et par conséquent prise en tenaille entre les forces opposées du capital et du travail – comme la petite bourgeoisie urbaine qui descendit dans la rue dans les années 1920 et 1930. C'était au contraire une partie de cet appareil, un composant significatif de l'organisation technique du cycle de production, qui redécouvrait son identité précisément dans sa fonction au sein de la production.

Pour une part, il s'agissait de la structure de commande de l'usine : cet espace social qui s'est éloigné du travail manuel et dont la « compétence » se réduit à la capacité d'exercer une domination, ces gens qui peuvent se vanter d'être capables d'établir les conditions préalables à l'organisation de la production et qui prennent du plaisir dans l'exercice d'un pouvoir qui, bien que délégué, n'en est pas moins discrétionnaire. (« Ils ne réclament pas le droit de travailler, mais le droit de nous faire travailler » comme le disait un ouvrier lors de la manifestation.) Cet espace social rassemble une large classe de travailleurs/euses de bureau, pour qui la séparation entre travail manuel et travail intellectuel a signifié l'éloignement de la matérialité du travail ; pour eux, le travail est devenu abstrait à un haut degré ; il se réduit à la simple acceptation de la dépendance et de l'infériorité dans une hiérarchie.

En effet, le « principe organisationnel » pour lequel ils/elles se mobilisaient était, précisément, la « hiérarchie ». Leur moyen de communication (puisqu'ils/elles étaient si « modernes » et tellement

« privéEs », il ne pouvait guère en être autrement) était le téléphone. Au lieu de former l'habituel cortège des manifestations ouvrières – le modèle rectiligne – cette manifestation progressait en une série d'espaces circulaires. Cela semblait confus, mais cela reproduisait en réalité les échelons bien ordonnés de la hiérarchie : les schémas organisationnels des bureaux et de l'atelier. Au centre se trouvait le groupe des contremaîtres de la section, puis, par niveaux décroissants de pouvoir, les autres employés, formant les anneaux extérieurs du cercle – les adjointEs des contremaîtres, les sous-chefs d'équipe, les ouvrierEs lèche-bottes, selon les critères d'une chaîne complexe de liens de dépendance, de pressions et de soumissions.

Au niveau éthique, il n'y a aucun doute : ces 20 000 représentaient « la synthèse de notre antithèse ». Ils/elles se définissaient par un certain rejet de l'histoire en tant que « responsabilité », une croyance aveugle dans la hiérarchie en tant que fait biologique, une philosophie de « la plus grande inertie » qui réduit la subjectivité au domaine du détail. Une conception du monde matérialiste et non dialectique leur permet de se considérer comme l'aile silencieuse et séculaire du destin qui est gravé dans les lois éternelles de l'univers (par exemple, les nécessités techniques de l'économie, ou plutôt de la rentabilité des entreprises). « Il y a des lois économiques qui, si elles sont bafouées, apportent des guerres, des révolutions et des catastrophes », proclame Luigi Arisio (2), en soulignant les éléments fondamentaux de ce nouveau credo technocratique qui réduit l'histoire à la nature et l'éthique à la technique, ce dogme de la compatibilité et ce culte de la moyenne inerte desquels ils/elles tirent une force collective inversement proportionnelle à leur manque d'autonomie individuelle.

Mais que représentent-ils/elles au niveau politique ? Quel a été le mécanisme qui a créé ce regroupement social ? Comment s'appellent-ils/elles ?

## **Un échange de loyauté pour la sécurité**

Ils/elles ont été décritEs comme « une composante du mouvement ouvrier », un symptôme de sa dissolution ; les raisons de leur mobilisation ont été cherchées dans les formes de luttes adoptées par les ouvrierEs – en particulier le « piquet de grève pur et dur ». Il est vrai que les raisons de leur lâchage doivent être cherchées dans les événements de cette confrontation de 35 jours. Mais les raisons fondamentales de ce processus d'activation et d'agrégation du secteur tertiaire de l'usine, cette « structure de commandement », doivent être cherchées bien au-delà des facteurs contingents ; leurs racines se trouvent au plus profond des processus structurels qui se sont développés ces dernières années au niveau de l'organisation technologique et sociale du cycle de travail.

L'introduction des technologies de l'électronique et l'utilisation des ordinateurs ont été particulièrement importantes dans le secteur de l'automobile durant les cinq dernières années, déplaçant une partie des fonctions de commandement et de contrôle des hommes vers les machines. Cela conduisait à rendre de plus en plus obsolète et archaïque le traditionnel personnage du « contremaître ». Le/la contremaître a un rôle central dans le taylorisme, où la rigidité mécanique de l'appareil de production (la longue ligne d'assemblage) nécessite une violente contrainte capable d'incorporer la masse des ouvrierEs vivantEs et diversES, non formatéEs, dans l'uniformité statique du capital fixe. Mais, avec l'émergence d'une nouvelle philosophie de la production (certainement plus « soft », plus flexible, mais néanmoins insidieuse), le/la contremaître a vu son pouvoir diminuer petit à petit.

Dans la nouvelle organisation de la production dominée par l'électronique, la « machine intelligente » est capable de reconnaître les « variances » (aussi bien du produit que du/de la producteur/rice), de réduire cela à un symbole, de l'incorporer et de le rendre fonctionnel pour le cycle, dépouillant ainsi le/la contremaître de sa fonction traditionnelle d'autorité capable de garantir la normalité de la production. Aujourd'hui, l'ouvrierE qui ralentit la production sur la ligne d'assemblage ne paralyse plus le cycle entier de l'usine, ne rend plus impossible, pour les sections en amont et en aval, la continuation du travail ; il/elle est simplement court-circuitéE, contournéE et « annuléE » dans un système qui n'est plus linéaire. Par ailleurs, il est devenu pratiquement impossible pour cette catégorie de travailleurs/euses, qui est



clairement marginalisée en regard des principales lignes du cycle de production, d'arrêter le rythme des postes robotisés et automatisés.

L'autre aspect de la ligne d'assemblage contrôlée est en relation avec la chaîne de commande. Sur cette ligne, chaque poste de travail est muni d'un terminal d'ordinateur destiné à enregistrer quand une opération est terminée, et à transmettre l'information à l'ordinateur central qui synchronise toutes les interventions nécessaires (arrêts techniques, remplacement d'outils, approvisionnement de matière première, etc.). Cela tend à arracher à la précédente hiérarchie de l'usine ce qui reste de la composante « professionnelle » qui survivait dans les usines tayloristes – c'est-à-dire la transmission d'informations et la prise de décisions. Ainsi, l'autorité tend à se priver elle-même de ses propres fonctions, posant ainsi un problème de légitimation et provoquant une crise identitaire.

Les différentes définitions du « pouvoir » sociologique (aussi bien la définition wébérienne qui le présente comme « la possibilité d'obtenir l'obéissance de certains individus à un ordre qui a un contenu spécifique » que la définition parsonienne d'une « capacité à mobiliser des ressources sociales pour atteindre des buts sur lesquels un engagement a été pris publiquement ») se réfèrent au concept d'utilité sociale, ou au moins à l'idée que l'ordre devrait avoir du contenu. En l'absence de cette précision spécifique, le « pouvoir » est réduit à un simple *Macht* – une force politique – (« La possibilité de réaliser ses propres désirs prévaut dans une relation sociale, même face à une opposition et quelle que soit la base de cette possibilité. » Weber), et survit sous une forme autonome indépendamment de facteurs définis rationnellement et en lien avec le projet.

C'est ce qui est arrivé à Fiat, où l'abandon (quoique partiel) des caractéristiques fonctionnelles qui avaient légitimé l'exercice du rôle de commandement à l'intérieur de la structure de la compagnie a amené une tendance à distinguer les « intérêts de rôle » – les buts individuels du management personnel – et les « espoirs de rôle » – définis par les fins institutionnelles de la structure comme un tout. De là découlent, premièrement le besoin de nouvelles formes de légitimation de la hiérarchie, en dehors de la pure logique de production (et par conséquent de nature purement « politique »), et en même temps la production au niveau psychologique et comportemental d'une insécurité largement répandue. Et c'est sans doute précisément ce sentiment de constante insécurité, lié à une conscience plus ou moins nette de la crise de leur propre rôle (évidente chez les contremaîtres, mais également présente parmi les ouvriers en col blanc, où la mécanisation et l'automatisation allaient avoir un effet beaucoup plus dramatique que chez les travailleurs/euses manuelles), qui a été le facteur décisif pour les mettre en action, et à cet égard les formes des luttes des travailleurs/euses manuelles ont probablement eu un simple effet catalyseur.

Au contraire de la classe ouvrière (qui, confrontée à l'effacement de sa propre identité à cause de l'innovation technologique, avait jusque-là réagi par des situations de conflit), cette « technostructure » élargie a réagi en proposant à la direction une sorte de *pactum subiectionis* par lequel elle offrait sa loyauté en échange de sa sécurité. C'est cela la signification profonde de la manifestation du 14 octobre : une foule effrayée voit son propre rôle affaibli, son emploi menacé, elle propose une alliance à la direction, une aide politique dans la confrontation avec les travailleurs/euses, avec l'espoir de réaliser, en échange de sa loyauté, le maintien de son propre statut ; elle espère que la direction ne va pas décider de mener jusqu'au bout de sa logique le processus de rationalisation.

Si cette offre d'une « alliance » est acceptée par la direction (et rien ne permet de dire qu'elle ne le sera pas), cela aura probablement signifié un ralentissement du processus d'innovation technologique et de restructuration qui, si il avait été conduit jusqu'à la fin, aurait maintenant eu lieu en raison de la grève dans le secteur « tertiaire ». Il est possible que nous assistions à une décision de ne pas se presser, de ne pas rationaliser et rendre fonctionnel pour le développement ce secteur qui, par bien des aspects, est devenu éléphantinesque ; et ainsi la non-application des critères d'efficacité et de productivité parmi les travailleurs/euses non manuelles ; et le ralentissement de la mise en œuvre des technologies d'économie de travail largement répandues comparativement au cinq années passées. Cela nécessiterait probablement une moindre réduction des coûts qui seraient reportés sur le travail effectif ; c'est pourquoi la productivité et les économies de matières premières pourraient peut-être se faire – selon une tradition maintenant familière chez Fiat – par une super exploitation pure et simple de la force de travail manuel.

C'est en ce sens que le « mouvement gris » qui s'est, pour la première fois, montré dans les rues de Turin ces derniers jours, est matériellement et structurellement anti-ouvrier.

## Notes :

Cet article a été traduit en anglais par *Red Notes* avec l'intention de l'inclure dans un livre à paraître : *Le Livre de la Fiat*, qui contient une matière abondante sur les luttes des ouvrierEs de Fiat de 1900 à nos jours. Le livre présente un chapitre substantiel sur la lutte contre les licenciements de 1980. Pour plus de détails, écrire à Red Notes, BP15, 2a St-Paul's Road, London N1.

1. Piero Gobetti était un supporter radical-libéral du mouvement du Conseil des travailleurs dans les années 1920. Il fut battu à mort par des fascistes en 1925.

2. Luigi Arisio était le leader autoproclamé de la « majorité silencieuse » de la direction de Fiat et des modéréEs qui ont marché dans Turin le 14 octobre 1980.

Merci à Bob Lumley pour son aide avec l'introduction.

De *Capital and Class* # 16 Spring 1982. Texte de <http://geocities.com/cordobakaf>